

Nouvelles du Portugal – Economie et Finances Edition spéciale Covid-19 – 28/04 au 07/05

Zoom sur:

Principaux points à noter :

- Déconfinement : mesures de restriction dans les transports
- Le Gouvernement prépare 14 nouvelles mesures pour stimuler les exportations et les IDE
- ❖ Le revenu moyen des portugais se réduirait de 5,3 % d'après une simulation de la Banque du Portugal
- Seulement 3 % des entreprises ayant demandé à accéder aux lignes de crédit gouvernementales auraient reçu un financement
- Les indicateurs de confiance de l'INE enregistrent une baisse record en avril

SITUATION ET MESURES ECONOMIQUES AU PORTUGAL

Déconfinement : mesures de restriction dans les transports

Le déconfinement progressif mis en œuvre au Portugal s'accompagne de nouvelles restrictions notamment dans les transports, en limitant leur capacité d'accueil maximale. Les taxis et autres véhicules de transport de passagers (dits TVDE) sont soumis à de nouvelles conditions après la publication d'un décret qui stipule que « les sièges avant ne doivent être utilisés que par le conducteur, et l'occupation maximale des véhicules par les passagers ne peut excéder 2/3 des sièges restants ». Ainsi, les véhicules avec cinq sièges ne peuvent désormais transporter qu'un maximum de deux passagers, en plus du conducteur. L'utilisation d'un masque ou d'une visière est par ailleurs obligatoire pour le conducteur et les passagers.

Le port du masque ou d'une visière est également rendu obligatoire dans les transports en commun. En cas d'infraction, les usagers encourent une amende comprise entre 120 et 350 €.

Dans le transport aérien de passagers, le remplissage des avions est, sauf exceptions, limité aux deux tiers de la capacité normale des appareils afin d'assurer le respect d'une distance de sécurité entre les passagers.

Le Gouvernement prépare 14 nouvelles mesures pour stimuler les exportations et les IDE

Le Gouvernement prépare 14 nouvelles mesures pour stimuler les exportations et attirer les investissements étrangers, dont un renforcement du plafond des garanties de l'Etat pour l'assurance-crédit de 1 Md€ (passant de 2 à 3 Md€ au total).

Ces 14 mesures dites « Action covid-19 », s'insèrent dans le programme *Internationalizar 2030* et comprennent, entre autres, plusieurs initiatives de promotion sur les plateformes numériques, la création d'un avantage fiscal pour soutenir l'internationalisation, ainsi que l'exonération du droit de timbre sur les opérations de financement visant à l'internationalisation des entreprises. Des financements supplémentaires sont envisagés pour aider les entreprises à répondre aux commandes internationales, l'objectif étant de les doter d'un fonds de roulement suffisant pour éviter qu'elles ne soient contraintes de refuser des contrats faute de trésorerie.

Le revenu moyen des portugais se réduirait de 5,3 % d'après une simulation de la Banque du Portugal

Dans son <u>bulletin économique du mois de mai</u>, la Banque du Portugal (BdP) estime que le revenu moyen des ménages portugais se contracterait de 5,3 % à court-terme par rapport à la période antérieure à la pandémie. Le revenu disponible moyen des ménages tomberait à 1 482 € (- 5,3 %) en tenant compte des mesures de soutien du gouvernement et la baisse des revenus moyens du travail atteindrait 8 % (de 871 € à 800 €).

La BdP indique que près de 50 % des ménages ne connaissent aucune baisse de leurs revenus dans ce modèle et alerte sur le fait qu'il s'agit d'une estimation de court terme basée sur des simulations qui ne prennent pas en compte l'impact de la pandémie sur la richesse des familles, leur niveau d'endettement et sur les autres types de revenus.

Les personnes âgées seraient les moins affectées : aucune perte de revenu n'est enregistrée pour les personnes au-delà de 65 ans, tandis que les pertes atteindraient 10 % dans la tranche d'âge 35-44 ans. La baisse du revenu disponible serait plus marquée pour les ménages les plus aisés : il diminuerait de 7,8 % pour les 10 % des plus riches contre une baisse de 2,4 % pour les 20 % des ménages les plus modestes. Cela s'explique par le montant plus élevé des revenus du travail chez les plus riches (l'indemnisation étant par ailleurs plafonnée à trois fois le salaire minimum dans le cadre du chômage partiel), tandis que le revenu dépend d'avantage des prestations sociales, qui ne sont pas affectées par la crise, pour les plus pauvres.

Seulement 3 % des entreprises ayant demandé à accéder aux lignes de crédit gouvernementales auraient reçu un financement

Selon une <u>enquête</u> du syndicat patronal portugais, la Confédération des Entreprise du Portugal (CIP), et de l'Institut Universitaire de Lisbonne (ISCTE) menée auprès de plus de 1 500 entreprises, seulement 3 % d'entre elles, ayant demandé à bénéficier des lignes de crédit garanties par l'État, auraient déjà obtenu un financement. La CIP appelle à créer un « Simplex Covid » (nom donné aux programmes de simplification des procédures administratives) pour accélérer les délais de versement. Cette enquête montre également que près de la moitié (49,8 %) des entreprises fonctionneraient normalement, un peu plus d'un tiers sont « partiellement fermées » (33,8 %) et 16,4 % sont « fermées ». La grande majorité des entreprises (84 %) considèrent que les mesures de soutien gouvernementales sont insuffisantes.

Le président de la CIP a annoncé également qu'une proposition serait prochainement soumise au gouvernement pour protéger les entreprises en difficulté contre les rachats hostiles ou spéculatifs, notamment par des fonds vautours, à l'instar des mesures qui ont été lancées dans d'autres pays européens, avec, par exemple, l'instauration de « *golden shares* ».

Pour mémoire, les demandes de crédit soumises par les entreprises ont déjà dépassé la capacité totale des lignes créées par le gouvernement. La somme des demandes de crédit reçues totalise 9,3 Md€, d'après le Ministre de l'Economie, faisant référence aux lignes de crédit d'un montant total de 6,2 Md€. Autrement dit, au 29 avril, le montant des demandes avait déjà dépassé de 3,1 Md€ la capacité maximale des lignes de crédits disponibles. Cependant, ce montant doit être relativisé car il comprend des demandes comptées plusieurs fois, étant donné que certaines entreprises ont pu déposer des demandes de crédit auprès de différentes banques simultanément. A la date du 30 avril, 15 529 opérations avaient été approuvées par la Garantie Mutuelle pour un total de 3,2 Md€, soit 53 % de la capacité totale de ces lignes, d'après Siza Vieira, qui a précisé que « le délai moyen d'approbation était de trois jours ».

• Les indicateurs de confiance de l'INE enregistrent une baisse record en avril

Dans son <u>enquête</u>, publiée le 29 avril, l'Institut National de Statistiques (INE) rapporte une forte baisse des indicateurs de confiance en avril. La confiance des consommateurs retombe à son niveau de septembre 2014 (de mai 2013, en excluant les moyennes mobiles sur 3 mois qui permettent de lisser les résultats) et enregistre la plus forte baisse en glissement mensuel depuis la création de la série statistique en 1997 : l'indicateur de confiance des consommateurs passe de – 9,9 points en mars à – 21 points en avril, s'enfonçant en territoire négatif (« 0 » étant le seuil en dessous duquel la majorité des répondants s'attendent à une contraction de l'économie pour ces indicateurs). L'indicateur de climat économique, qui mesure les perspectives et les attentes des entrepreneurs, se dégrade également : il tombe à – 0,7 points en avril contre + 1,9 points en mars. Sans surprise, les secteurs où la confiance s'est le plus dégradée sont « les activités artistiques, sportives, récréatives et de spectacles » et le secteur de « l'hébergement, de la restauration et assimilés ».

Au niveau européen, la tendance est identique après la publication des PMI (*Purchaser Managers Index*) du mois d'avril. Les résultats définitifs des enquêtes mensuelles de référence d'*IHS Markit*, auprès des directeurs d'achats révèlent une chute sans précédent des indicateurs : l'indice composite pour la zone euro – qui comprend l'indicateur du manufacturier et des services - est tombé à 13,6 contre 29,7 en mars (50 étant le seuil en dessous duquel la plupart des sondés s'attendent à une contraction du PIB), son plus bas niveau depuis sa création en 1998.

Nouvelles mesures d'aides pour les petites et micro-entreprises

Le Ministre de la planification, Nelson de Sousa, a annoncé une nouvelle mesure d'aide aux petites et microentreprises. Cette aide, non remboursable, concerne tous les secteurs d'activité mais s'adresse en priorité aux secteurs du commerce traditionnel et de la restauration. Elle variera entre 500 et 5 000 € et couvrira 80 % des dépenses éligibles, telles que les besoins en équipements de protection individuelle, pour les employés ainsi que pour les utilisateurs, dans certaines situations, le nettoyage ou la désinfection des équipements, mais aussi des activités telles que la création de services de livraison à domicile ou la facilitation de mécanismes de télétravail.

Par ailleurs, le Secrétaire d'État adjoint du Premier ministre, Tiago Antunes, a déclaré, dans un entretien au journal *Publico*, que le gouvernement allait étendre le soutien de l'Etat aux gérants de micro-entreprises comptant jusqu'à dix travailleurs et avec un chiffre d'affaires égal ou inférieur à 90 000 €. Actuellement, la mesure ne couvre que les gérants qui n'ont pas d'employés à leur charge et dont le chiffre d'Affaires ne dépasse pas 60 000 €. Le gouvernement devrait également approuver de nouvelles mesures de soutien aux travailleurs de l'économie informelle. Le détail des mesures n'est pas encore connu, mais le gouvernement aurait l'intention de proposer une aide aux travailleurs de l'économie informelle qui, en contrepartie, devront cotiser pour la sécurité sociale sur une période à définir.

Le président de la Confédération des entreprises du Portugal (CIP) avait salué le 2 mai la mise en place d'aides « à fonds perdus » par le Gouvernement, considérant que ce dernier « agissait enfin avec bon sens ».

• Les achats en ligne augmentent fortement

Les achats en ligne dans le secteur de l'alimentation et de la vente au détail ont enregistré une augmentation de 44 % par rapport à la période pré-Covid-19, selon les données de la SIBS (Société Interbancaire de Services) enregistrées au cours des dernières semaines. La hausse la plus marquée concerne cependant le secteur du divertissement, de la culture et des abonnements, les ventes en ligne ayant enregistré une augmentation de 57 %, suivi par les restaurants, la livraison de nourriture et les plats à emporter (+ 53 %).

• La Direction Générale de la Santé publie un manuel pour aider les entreprises à reprendre l'activité

La Direction Générale de la Santé a élaboré un <u>manuel</u> afin d'aider les entreprises à mettre en œuvre les mesures sanitaires obligatoires sur les lieux de travail pour lutter contre la propagation du Covid-19.

PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

Commission européenne

Dans ses <u>projections de printemps</u> publiées le 6 mai, la Commission Européenne prévoit une contraction du PIB portugais de 6,8 % cette année, suivie d'un rebond de 5,8 % en 2021. Ces prévisions sont plus optimistes que celles du FMI qui anticipent une récession de 8 % cette année mais plus négatives que celles de la Banque du Portugal (publiées fin mars) qui attendent une récession comprise entre - 3,7 % et - 5,7 % du PIB en 2020, selon le scénario retenu.

La récession devrait être, selon les projections de la Commission, inférieure à la moyenne de la zone euro (-7,7 %) et de l'Union européenne (-7,4 %). Cependant, le rebond de l'économie portugaise serait également plus mesuré (5,8 %, contre 6,3 % pour la zone euro et 6,1 % pour l'UE).

Le commerce extérieur portugais devrait être très affecté : après une croissance de 3,7 % en 2019, les exportations se contracteraient de 14,1 % cette année avant un rebond en 2021 avec une croissance de 13,2 %. Sans surprise, le poste du tourisme devrait contribuer le plus à la dégradation de la balance extérieure portugaise, reflétant la baisse des dépenses des touristes étrangers (intégrés à la balance des services), qui représentaient environ 8,7 % du PIB en 2019 d'après la Commission. Les importations devraient également se replier significativement, quoique de manière moins marquée que les exportations, passant d'une croissance de 5,2 % en 2019 à un repli de - 10,3 % cette année, compte tenu notamment de la baisse des achats de biens intermédiaires, liée à la chute des investissements, et de la baisse de la consommation de biens durables. Les importations devraient ensuite augmenter de 10,3 % en 2021. Le déficit de la balance commerciale resterait cependant limité cette année, grâce notamment à un « effet pétrole » favorable en raison de la baisse des cours.

Après l'excédent budgétaire de 0,2 % du PIB atteint en 2019, la Commission anticipe un déficit de 6,5 % du PIB et, par conséquent, d'une hausse du niveau de la dette publique qui devrait passer de 117,7 % du PIB fin 2019 à 131,6 % en 2020. La Commission Européenne prévoit également une hausse du taux de chômage au Portugal de 3,2 p.p. en 2020 (9,7 %).

Forum pour la compétitivité

D'après la <u>dernière note de conjoncture</u> du Forum pour la Compétitivité, la contraction de l'économie portugaise serait comprise entre 2,5 % et 4,5 % du PIB au 1^{er} trimestre 2020, en glissement annuel, soit une baisse de 4 à 6 % du PIB en glissement trimestriel. Le Forum reconnaît lui-même que l'intervalle est très large étant donné la complexité des effets de la pandémie et juge, par ailleurs, que les méthodes de calcul habituelles de l'INE seront insuffisantes pour refléter entièrement l'impact de la crise. En tout état de cause, le Forum estime que la contraction du PIB a été importante dès le mois de mars du fait d'une baisse combinée de l'offre et de la demande.

ISEG

Selon la <u>synthèse de conjoncture</u> de l'Institut Supérieur d'Economie et de Gestion (ISEG) de l'université de Lisbonne, sur la base de données Eurostat, le PIB portugais devrait se contracter de 0,5 à 1 % au 1^{er} trimestre 2020, en glissement annuel. Par rapport au dernier trimestre 2019, cela représente une baisse du PIB comprise entre 2 et 2,5 %. D'après l'ISEG, la récession sur les trois premiers mois de l'année devrait être inférieure à la moyenne de la zone euro, dont l'économie devrait se contracter de 3,3 %, ce qui reflète une croissance acquise plus importante (le taux de croissance portugais avant crise étant supérieur à celui de la zone euro) et un confinement plus tardif par rapport notamment à l'Espagne et à l'Italie.

Banque du Portugal

Les ventes de biens et services à l'étranger devraient chuter de 12,1 % en 2020 après une progression de 3,7 % en 2019. Si ce scénario se concrétise, il s'agira de la plus importante chute des exportations sur les quarante dernières années, et dans un scénario plus défavorable, celle-ci pourrait atteindre 19,1 %.

Responsable de la publication : Stanislas Godefroy

Ambassade de France à Lisbonne, Service économique R. Santos-O-Velho 5, <u>1249-079 – L</u>isbonne

Rédigé par : Edna dos Santos Ferraz, Clarinda Goncalves, Louis Diéval

Abonnement/désabonnement: lisbonne@dgtresor.gouv.fr

Liberté · Égalité · Fraternité

Internet: https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/PT

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica

Copyright: Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Sur les mesures prises en France :

Site du ministère de l'économie et des finances :

https://www.economie.gouv.fr/coronavirus-soutien-entreprises

https://info-entreprises-covid19.economie.gouv.fr/kb

Site du ministère du travail :

https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/coronavirus-questions-reponses-pour-les-entreprises-et-les-salaries

Pour les investisseurs en France et les entreprises françaises exportatrices :

Sites de Business France:

https://www.plateforme-attractivite.com/sommaire-choose-france/

https://www.businessfrance.fr/information-coronavirus-covid-19

https://www.teamfrance-export.fr/infos-pays-covid-19#

<u>Sur les mesures prises et la conjoncture au Portugal :</u>

Site dédié à la réponse des autorités publiques au Covid-19 (« Estamos on ») :

https://covid19estamoson.gov.pt/medidas-de-apoio-emprego-empresas/

Site de l'IAPMEI:

https://www.iapmei.pt/Paginas/Medidas-de-apoio-as-empresas-relacionadas-com-o-im.aspx

Site de la confédération portugaise des entreprises (CIP) :

https://cip.org.pt/covid-19-informacoes-as-empresas/

Site de la Chambre de commerce et d'industrie luso-française (CCILF) :

https://www.ccilf.pt/coronavirus-actualites.html

Indicateurs de conjoncture - site du Cabinet de Stratégie et d'Etudes (GEE) du ministère de l'économie : https://www.gee.gov.pt/pt/destaques/30014-covid-19

Sur les mesures de protection recommandées :

Au Portugal : manuel de la Direction générale de la santé :

https://www.dgs.pt/documentos-e-publicacoes/saude-e-trabalho-medidas-de-prevencao-da-covid-19-pdf.aspx

Recommandations de l'Autorité pour les Conditions de Travail (ACT) :

https://www.act.gov.pt/(pt-PT)/ltens/Noticias/Documents/19 MEDIDAS-280420.pdf

En France : fiches du ministère du travail pour aider à la mise en œuvre des mesures de protection :

https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/proteger-les-travailleurs/article/fiches-conseils-metiers-et-guides-pour-les-salaries-et-les-employeurs

Sur les mesures prises par l'Union européenne :

https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/health/coronavirus-response/economy_fr

Un suivi du secteur agricole ibérique est disponible sur le site de FranceAgriMer :

https://www.franceagrimer.fr/Accompagner/International/Exporter-vers/Coronavirus/Espagne-Portugal